

## LA CRISE LIBANAISE VUE DE TURQUIE

Laurent Mallet

La Découverte | « Hérodote »

2007/1 n° 124 | pages 51 à 68

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707150875

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/vue-herodote-2007-1-page-51.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La crise libanaise vue de Turquie

*Laurent Mallet\**

L'actualité turque de l'été 2006 a été marquée par la crise israélo-libanaise. Pays musulman et laïque avec à sa tête un gouvernement islamo-conservateur depuis novembre 2002, allié des États-Unis et – même si c'est de manière plus critique – d'Israël, la Turquie s'est également positionnée ces derniers mois comme interlocuteur raisonnable du Hamas et du Hezbollah. À cette situation bien spécifique s'ajoute la sensibilité particulière des Turcs vis-à-vis du Liban, ancien territoire ottoman : c'est donc un ensemble de facteurs qui se conjuguent pour faire du conflit ouvert opposant Israël au Hezbollah un test pour la Turquie. Face à une opinion publique très remontée contre la stratégie de l'État hébreu, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan a été sommé de prendre position sur ce dossier et de marquer un peu plus son empreinte sur la politique étrangère de son pays, au risque de bousculer les équilibres politiques turcs.

## Une opinion publique mobilisée

Dès l'arrestation par l'armée israélienne, le 29 juin 2006, de 69 responsables du Hamas et surtout après les premiers bombardements au Liban, le 13 juillet, la crise proche-orientale va être au centre des débats politiques turcs. L'opinion publique turque se mobilise très vite pour exprimer son hostilité à la guerre menée par Israël au Liban-Sud. Pendant un mois, les manifestations se succèdent à un rythme effréné dans un pays peu accoutumé aux démonstrations de rue. Mais elles changent progressivement de nature (et de public) : revenir sur cette chronologie est nécessaire afin de comprendre les ressorts de cette contestation.

---

\* Politiste, enseignant à l'université de Galatasaray (Istanbul).

Dès le dimanche 9 juillet, une manifestation est organisée par le Saadet Partisi (Parti de la félicité). Ce petit parti islamiste radical, dirigé par Recai Kutan, regroupe les partisans de la Vision nationale de Necmettin Erbakan<sup>1</sup> et prône une ligne dure très éloignée de la conception « démocrate-conservatrice » mise en place par l'AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir depuis novembre 2002.

Quelques milliers de manifestants se réunissent sur la rive européenne d'Istanbul pour exprimer leur solidarité envers les Palestiniens qui doivent alors faire face à l'offensive israélienne. Drapeaux turcs et palestiniens côte à côte, de nombreuses femmes voilées et des enfants : la manifestation se veut populaire et fait appel à la solidarité musulmane : « Ne reste pas simple spectateur du massacre », ou encore : « Nous sommes tous Palestiniens », peut-on lire sur les banderoles du Saadet Partisi.

Avec le début de l'offensive israélienne au Sud-Liban, les manifestations prennent une assise plus large, dépassant le cercle des militants islamistes radicaux, tout en restant dominées par une rhétorique islamique. Le 14 juillet, des manifestations éclatent après la prière du vendredi, à Istanbul et à Ankara. On brûle en place publique des drapeaux israéliens et les slogans sont clairement d'inspiration religieuse. Devant la mosquée de Fatih, quartier d'Istanbul connu pour abriter une population très religieuse, plusieurs milliers de personnes se réunissent sous des banderoles comme « *I love you Hamas!* », « Longue vie à l'Intifada globale ! » et autres slogans islamistes ou de soutien aux Libanais et, surtout, aux Palestiniens. On peut voir de nombreuses pancartes arborant les portraits de Hassan Nasrallah et du responsable du Hamas Khaled Mechaal. Comme l'affirment d'ailleurs d'autres banderoles, les deux chefs islamistes sont perçus comme « l'honneur de la nation musulmane ». Enfin, les États-Unis ne sont pas oubliés, certains slogans dénonçant l'« impérialisme américain » comme étant responsable, aux côtés d'Israël, de l'atteinte faite aux musulmans. Ce qui donne cependant un ton spécifiquement turc à cette manifestation de solidarité musulmane, ce sont les slogans et pancartes dénonçant la Russie, considérée comme responsable de l'assassinat du leader tchéchène Shamil Bassaev, dont la cause a toujours bénéficié d'une certaine popularité parmi les Turcs du fait de la proximité géographique et des liens historiques et humains qui les lient à ce petit peuple musulman du Caucase.

---

1. Necmettin Erbakan fut le premier islamiste à prendre la tête du gouvernement dans le cadre d'une coalition gouvernementale (1996-1997). Il fut chassé du pouvoir le 28 février 1997 par les militaires, de manière pacifique, au travers d'un « coup d'État postmoderne », pour reprendre l'expression du général Erol Özkasnak, alors secrétaire général de l'État-major.

La protestation va prendre encore une autre dimension à la fin du mois de juillet ; de plus en plus nombreuses, les démonstrations de rue ne sont désormais plus dominées par les islamistes même si ceux-ci continuent à manifester leur soutien envers les « frères » du Liban et de Palestine. Le 23, des manifestations sont organisées dans tout le pays, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes. La plus importante a lieu à Kadıköy, sur la rive asiatique d'Istanbul, où 5 000 islamistes et militants d'extrême gauche défilent ensemble pour dénoncer la guerre au Liban avec des slogans « consensuels » comme « Israël assassin, bas les pattes de la Palestine et du Liban » ou encore l'inévitable « *Yankee go home!* ». Alors que des militants d'extrême gauche brûlent des effigies représentant Israël et les États-Unis, des islamistes brandissent des portraits de dirigeants du mouvement chiite libanais ou des pancartes affirmant que « la résistance islamique vaincra ». Les nationalistes aussi sont descendus dans la rue, mais séparément (à Beşiktaş, sur la rive européenne), brûlant des drapeaux israéliens et menaçant Israël d'intervenir physiquement s'il ne mettait pas fin à son offensive dans cette ancienne province ottomane...

Enfin, à la fin du mois de juillet, les manifestations vont de plus en plus être relayées par des organisations relevant de la gauche, partis politiques, syndicats, ONG et autres associations. Le 28 un *sit-in* est organisé par le DISK (syndicat d'extrême gauche) sur la place Taksim, à Istanbul. 3 000 personnes se réunissent autour d'un slogan demandant l'arrêt immédiat des combats, mais Suleyman Çelebi, président du DISK, a clairement signifié sa propre perception de la crise libanaise : « Ils ont essayé leur sale guerre en Irak. Mais le sang versé ne leur a pas suffi. Ils l'essayeront maintenant en Palestine et au Liban. [...] En Turquie, notre combat est du côté de la paix, des droits de l'homme et de la démocratie. Nous devons être main dans la main et avoir un seul cœur contre les États-Unis. » Le 30, une ONG féministe (Istanbul Women's Platform) organise elle aussi « sa » manifestation à Istanbul, aux cris de « Combattez le sionisme, pas les Kurdes » ou, plus classiquement, « Israël assassin, sors du Liban », et demande aux autorités turques des sanctions à l'encontre d'Israël.

Les manifestations de rue, toujours plus protéiformes, continueront jusqu'à la fin du conflit, laissant toutefois progressivement la place à la crise politique engendrée par la question de la participation de la Turquie à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) renforcée qui doit se déployer au Sud-Liban.

C'est au même moment – fin juillet-début août – que les intellectuels de la gauche libérale, très présents dans l'univers médiatique turc, se mobilisent également pour dénoncer la politique israélienne à travers de nombreuses chroniques dans la presse, d'entretiens dans les grands médias et par le biais d'une pétition qui emprunte son titre au Zola de l'affaire Dreyfus. Lancée le 3 août sur Internet

par un groupe d'intellectuels<sup>2</sup>, la liste « İtham ediyoruz » (Nous accusons) comptera jusqu'à 18 000 signatures, ce qui peut apparaître comme un chiffre modeste en regard de la couverture médiatique dont elle a bénéficié<sup>3</sup>, mais est très honorable si on tient compte du fait que ces signatures ont été réunies en quinze jours et qu'elle visait un public relativement restreint d'intellectuels modernes, engagés et... bénéficiant d'une connexion Internet. Le ton de la pétition étonne par sa rhétorique sans nuance et les amalgames grossiers qu'elle énonce, ce qui n'est habituellement le fait ni des initiateurs du texte ni des grands noms qui l'ont signé<sup>4</sup>.

Au plus fort des bombardements israéliens, début août, les critiques venant de cette gauche intellectuelle et médiatisée vont d'ailleurs prendre une tournure que l'on peut qualifier de dérive. Ainsi on voit apparaître dans des journaux généralement mesurés des propos très agressifs envers Israël, avec des argumentations flirant, parfois, avec l'antisémitisme<sup>5</sup>. La presse islamiste n'est pas en reste, comme le quotidien *Yeni Şafak* (progouvernemental) qui, dans son édition du 31 juillet, reproche à la chaîne de télévision publique TRT-1 d'avoir programmé pour la semaine suivante *Le Pianiste* de Roman Polanski : programmation malvenue, affirme alors le quotidien, au moment du massacre de Cana... D'ailleurs TRT-1 renoncera, sans préavis, à diffuser le film, ce qui va susciter une réaction inquiète de la presse libérale qui voit dans cet acte d'autocensure l'influence des pressions islamistes sur un bastion de la laïcité<sup>6</sup>. La direction de la chaîne expliquera sa décision par l'afflux de protestations de la part de téléspectateurs<sup>7</sup>.

---

2. Parmi lesquels on retrouve Yıldıırım Türker (chroniqueur du quotidien *Radikal*), Latife Tekin (écrivaine), et de nombreux universitaires connus pour leurs engagements, comme Taha Pala, professeur à l'université du Bosphore. Cf. <http://www.weaccuse.net>.

3. Le texte de la pétition sera présenté en première page du quotidien de la gauche intellectuelle turque, *Radikal*, le 9 août 2006.

4. « Nous accusons G. W. Bush, T. Blair et E. Olmert, les principaux exécutants des politiques et actions impérialistes, colonialistes et belligérantes de la coalition américaine-anglaise-israélienne [...] de perpétrer des crimes de guerre et des meurtres de masse prémédités sur les enfants et les civils en Palestine et au Liban, [atrocités] suivant celles commises en Afghanistan et en Irak, [et de prévoir] les mêmes en Syrie et en Iran [...] ».

5. Voir par exemple Ece Temelkuran, « Yeryüzü Vicdan Örgütü ! [Organisation de conscience mondiale ! ] », *Milliyet*, 2 août 2006 ; Umur Talu, « Etkiye Tepki [Action-réaction] », *Sabah*, 2 août 2006 ; Can Dündar, « Sessizliğe Son ! [La fin du silence] », *Milliyet*, 8 août 2006.

6. « TRT'den Kötü Zamanlama [Mauvais "timing" de la part de TRT] », *Yeni Şafak*, 31 juillet 2006 ; « TRT Yeni Şafak'ı mı dinledi ? [La TRT a-t-elle écouté Yeni Şafak ? ] », *Radikal*, 3 août 2006.

7. « TRT'den "Piyaniist" açıklaması [La TRT s'explique sur le "Pianiste"] », *Milliyet*, 3 août 2006.

Nettement d'inspiration islamiste radicale, début juillet, les manifestations hostiles à Israël vont très vite dépasser le cadre de cette mouvance réduite pour toucher toutes les composantes de la société, en particulier la gauche libérale.

Après plus de quinze jours d'un relatif laxisme, les autorités turques tentent de calmer le jeu et de contenir les débordements des manifestations : des militants d'extrême gauche sont arrêtés, des manifestations réprimées ou interdites, les affiches anti-israéliennes sont arrachées des murs des grandes villes. Parallèlement, la police turque refoule sans ménagement et frappe d'une interdiction d'entrée des étudiants iraniens souhaitant traverser la Turquie pour aller se battre au Sud-Liban en passant par la Syrie.

La solidarité musulmane est sans aucun doute l'un des facteurs qui ont suscité cette émotion forte en Turquie, tout au moins dans une partie de la population. Mais d'autres facteurs sont aussi à l'œuvre, comme la proximité géographique et historique avec l'ancienne province ottomane (pour nombre de nationalistes), le rejet moral de la guerre en général et en particulier de celle qui occasionne des victimes civiles (pour une grande partie des mouvances de gauche) et, enfin et surtout, l'assimilation de la politique israélienne à celle des États-Unis dans la région.

Car, au fond, toutes les tendances politiques turques se retrouvent dans la dénonciation de la politique des États-Unis et l'antiaméricanisme fait des ravages dans le pays depuis que les soldats américains ont posé le pied sur le sol irakien, en 2003. Le Pew Research Center évalue l'image des États-Unis dans plusieurs pays, dont la Turquie : c'est dans ce dernier pays que la situation s'est le plus dégradée, l'étude ne recense plus que 12 % d'opinions positives en juin 2006 contre 23 % en 2005 et 52 % en 2000. Ce résultat est aussi le plus mauvais parmi les 14 pays étudiés<sup>8</sup>. D'après une autre enquête réalisée en février 2005, 40 % des Turcs considèrent les États-Unis comme des ennemis<sup>9</sup>.

D'autres éléments se conjuguent pour souligner l'emprise croissante du rejet de l'Amérique en Turquie, bien au-delà des cercles islamistes radicaux et d'extrême gauche. Le dernier grand succès du cinéma turc, *Kurtlar Vadisi – Irak* (Irak – La vallée des loups), de Serdar Akar, a battu tous les records de fréquentation dans les cinémas du pays en proposant un film explicitement antiaméricain, avec quelques saillies antisémites, dans lequel un Rambo turc affronte des soldats américains et kurdes dans le nord de l'Irak pour laver l'honneur de la Turquie. C'est aussi dans le Nord irakien que Burak Turna et Orkun Uçar font démarrer leur roman *Metal Firtina* (Tempête de Métal), publié en décembre 2004. Le roman se projette en 2007 sur fond d'une attaque massive de la Turquie par l'armée américaine...

8. *Pew Global Attitudes Project* ([www.pewglobal.org](http://www.pewglobal.org)).

9. MetroPoll Strategic and Social Studies Center. Enquête publiée dans la presse turque le 28 février 2005.

Vendu à plus de 400 000 exemplaires sous une jaquette représentant une mosquée en flammes, le livre a battu tous les records d'édition dans un pays où on parle de succès de librairie au-delà de 20 000 exemplaires.

Il en est de même avec le rapport à Israël et à l'antisémitisme. Certes, il est entendu que la critique de la politique israélienne n'a pas nécessairement des fondements antisémites, mais il reste que les dérives d'août 2006 semblent bien significatives d'une perméabilité accrue de la gauche libérale à ce type de thèse, jusqu'ici cantonné aux milieux islamistes et d'extrême gauche. Cette évolution est sensible depuis quelques années, comme l'ont montré l'étonnant succès de la réédition de *Mein Kampf* en turc<sup>10</sup> et, plus encore, celui du livre de Soner Yalçın sur les « Turcs blancs » (ou Juifs cachés) et les relais (bien peu critiques) dont il a bénéficié dans les grands médias<sup>11</sup>.

C'est cette « sensibilité particulière » à Israël et au monde juif, combinée à un antiaméricanisme généralisé et à un goût prononcé pour les théories du complot, qui permettent d'expliquer l'ampleur de la contestation de juillet-août, bien plus que la solidarité musulmane (ressort qui ne fonctionne que pour une partie de la population) ou un intérêt spécial pour le Liban (qui fut certes un territoire ottoman mais qui est avant tout un État du monde arabe, envers lequel les Turcs ne nourrissent guère de sentiments cordiaux). Cette vague de protestations va être alimentée par l'attitude du gouvernement. En contradiction avec les attentes de l'opinion publique, le gouvernement Erdoğan va s'efforcer de maintenir les équilibres et laisser la porte ouverte au jeu diplomatique.

### Difficultés gouvernementales

La diplomatie turque jouera sa partition dès le début de l'intervention israélienne à Gaza et en Cisjordanie. Ankara a en effet pleinement conscience que la Turquie peut jouer une mission de bons offices du fait de son positionnement spé-

10. Au printemps 2005, cette réédition de *Mein Kampf* (la première date de 1939) a été vendue à plus de 100 000 exemplaires.

11. Journaliste de télévision et auteur de plusieurs enquêtes remarquées, Soner Yalçın signe un ouvrage dont le contenu, dans les grandes lignes, se veut la démonstration d'un complot juif en Turquie depuis l'instauration de la République. Il a reçu d'ailleurs le soutien d'une grande figure intellectuelle de la gauche turque, Yalçın Küçük, qui publiera peu après un ouvrage de la même teneur. C'est la première fois qu'en Turquie ce type de thèse accède à la grande presse. Cf. Soner Yalçın, *Efendi – Beyaz Türklerin Büyük Sırrı* [Efendi – Le grand secret des Turcs blancs], Istanbul, Doğan Kitapçılık, 2004, 614 p. ; Yalçın Küçük, *İsyen* [Révolte], İthaki Yayınları, février 2005, 672 p.

cifique sur la scène internationale. Alliés des États-Unis et engagés dans un partenariat militaire avec Israël depuis 1996, les Turcs savent pouvoir bénéficier d'un certain degré de confiance de la part des Israéliens<sup>12</sup>.

Parallèlement, le gouvernement Erdoğan bénéficie d'une bonne image auprès du Hamas. Il faut dire qu'Ankara avait, en février dernier, largement tendu la main à l'organisation palestinienne en recevant semi-officiellement une délégation conduite par Khaled Mechaal, le chef du bureau politique de l'organisation. Vainqueur des élections palestiniennes mais souffrant d'un grave déficit de légitimité à l'étranger du fait de ses actions terroristes, le Hamas était alors particulièrement avide de reconnaissance et cette délégation débuta par la Turquie sa tournée dans quelques pays musulmans « amis ». À Ankara, les Palestiniens rencontrent des diplomates turcs et des membres du Parti de la justice et du développement, malgré les protestations israéliennes et à la grande satisfaction de Khaled Mechaal, qui ne manque pas de saluer ses hôtes et de souhaiter que « la Turquie puisse jouer à l'avenir un rôle dans la région ». Des proches du pouvoir turc avaient alors laissé entendre que les protestations israéliennes étaient de pure forme et que l'État hébreu pourrait bénéficier d'un « canal » de communication vers le Hamas via son allié turc.

Quoi qu'il en soit, début juillet, c'est sans hésiter que le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan endosse le rôle de médiateur entre Palestiniens et Israéliens. En cela le Premier ministre est fidèle à sa conception d'une Turquie « pont entre les civilisations ».

Ahmet Davutoğlu, émissaire du Premier ministre turc, est envoyé à Damas dès le 4 juillet où il rencontre le président syrien Bachar el-Assad : l'objectif est alors de faire pression sur le président syrien, avec lequel Ankara entretient des relations plutôt cordiales, pour que lui-même intervienne auprès du Hamas afin d'obtenir la libération du caporal israélien. On apprend quelques jours plus tard qu'Ahmet Davutoğlu « aurait » rencontré directement, dans la capitale syrienne, Khaled Mechaal<sup>13</sup>. Mais cette médiation n'aboutira à aucun résultat tangible.

Avec l'attaque du Liban, l'heure n'est d'ailleurs plus à la diplomatie discrète. Dès le lendemain des premiers bombardements, le 14 juillet, le Premier ministre turc dénonce les raids israéliens avec fermeté : « Il n'y a rien d'humain et

12. La ministre des Affaires étrangères du gouvernement Olmert, Tzipi Livni, a réservé à la Turquie son premier voyage officiel à l'étranger, en mai 2006. Elle avait alors demandé à ce que la Turquie s'implique plus dans la question proche-orientale et qu'elle soutienne le plan de retrait unilatéral par Israël de Cisjordanie (sur ce dernier point, elle n'a pas été entendue).

13. Interrogé par *Milliyet* le 7 juillet sur l'éventualité d'une reprise des discussions avec K. Mechaal, le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, s'est contenté d'un « Pourquoi pas ? Tout est possible [...] si cela peut réellement favoriser la paix ».

de compréhensible dans le fait de châtier le Liban pour un acte commis par le Hezbollah. » Le lendemain, il exhorte le G8, qui se réunit à ce moment-là à Saint-Pétersbourg, à intervenir pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et réitère ses critiques à l'encontre d'Israël : « Rien ne peut justifier le bombardement massif de civils innocents et la destruction impitoyable de villes », communique-t-il à l'agence Anatolie, en ajoutant que « les enfants de Palestine sont tout aussi précieux que ceux d'Israël ».

Le ton peut paraître dur, mais reste très mesuré en comparaison de ce que disent les responsables politiques du pays, y compris dans la majorité gouvernementale. Recep Tayyip Erdoğan et son ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül vont s'efforcer de ne pas brûler les ponts avec Israël et de maintenir la Turquie dans une position de médiateur potentiel pour un futur règlement du conflit. Face à l'émotion, les deux hommes opposent la raison : il n'est pas dans l'intérêt de la Turquie de donner l'image d'un pays radical, ni vis-à-vis des États-Unis, ni du point de vue de la candidature turque à l'Union européenne, et cela ne serait d'aucune aide pour trouver une solution au conflit. À cela s'ajoutent des considérations plus pragmatiques : l'armée paraît globalement hostile à mettre un terme au partenariat privilégié qu'elle a développé avec les forces israéliennes depuis dix ans et l'opposition laïque ne manquera certainement pas – bien qu'elle soit elle-même très engagée dans la dénonciation d'Israël – de souligner la nature « islamiste » d'une politique trop marquée en faveur du Hezbollah et des Palestiniens.

Jusqu'à la fin de l'offensive israélienne, le Premier ministre multipliera les appels au cessez-le-feu, avec d'autant plus de fermeté que sa base politique, à l'unisson de l'opinion, lui reproche chaque jour un peu plus de se contenter d'une critique uniquement verbale d'Israël et de n'apporter une réponse concrète que dans le domaine de l'humanitaire<sup>14</sup>.

Si l'opinion publique est massivement hostile à la guerre menée par Israël, le son de cloche est sensiblement différent dans les cercles de ce qu'il est convenu d'appeler l'« État profond », expression consacrée qui désigne les gardiens du temple kémaliste : cadres de l'armée, hauts fonctionnaires, et quelques institutions considérées comme des places fortes de la laïcité. Outre le fait qu'Israël est perçu comme un allié fiable, le Hezbollah comme le Hamas ne bénéficient d'aucune sympathie auprès de ceux qui se considèrent eux-mêmes comme à la pointe, en Turquie, de la lutte contre la « Réaction » islamiste.

---

14. La Turquie a en effet joué un rôle de premier plan dans l'évacuation du Liban des ressortissants étrangers (en particulier de l'Union européenne), du fait de sa position géographique mais aussi de ses habitudes de coordination avec l'armée israélienne, ce qui n'empêchera pas quelques incidents. Face à la situation humanitaire de la population libanaise, le gouvernement turc ajoutera plusieurs centaines de tonnes de produits alimentaires à l'aide fournie par le Croissant-Rouge et d'autres ONG du pays.

Peu après les premiers bombardements israéliens au Liban, l'idée circulait d'ailleurs qu'il s'agissait peut-être d'un exemple à suivre pour la Turquie afin de régler la question du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le dernier carré des militants de l'organisation séparatiste kurde s'est en effet réfugié dans les montagnes du Nord irakien, particulièrement difficiles d'accès, après avoir décrété unilatéralement une trêve en 1999. Mais, depuis 2004, le conflit est relancé sous forme d'incursions en Turquie de la rébellion à partir de sa base arrière.

L'armée et le gouvernement Erdoğan ont bien tenté d'obtenir un « droit de poursuite » de la part des autorités américaines, mais celles-ci sont restées extrêmement fermes : Condoleezza Rice a certes reconnu à plusieurs reprises le droit de la Turquie à se défendre mais a toujours sans équivoque refusé l'idée d'une intervention turque au Kurdistan irakien, seule région du pays à avoir accédé à une relative stabilité. Ce refus constant de l'administration américaine a largement entaché les relations entre les deux pays depuis la reprise de la guérilla kurde.

Dès lors, la « guerre défensive » menée par Israël au Liban a pu être perçue comme une opportunité de faire valoir auprès de Washington que ce qui vaut pour Israël vaut aussi pour la Turquie. C'est ce que Recep Tayyip Erdoğan a d'ailleurs signifié en dénonçant, le 18 juillet, le « double standard » des États-Unis qui autorise Israël à intervenir au Liban, mais pas la Turquie dans le Nord irakien<sup>15</sup>. Débattue au début de l'opération israélienne, la question du parallélisme avec l'Irak du Nord perdra vite de sa prégnance à mesure que Tsahal rencontrera des difficultés et que la réaction internationale s'amplifiera.

Au début du mois d'août, le gouvernement a de plus en plus de difficultés à faire prévaloir sa position de « critique constructive » envers Israël. À côté des attaques de l'opposition, le malaise des députés de la majorité, qui ne sont pas insensibles au climat qui règne dans le pays et en particulier dans leur électorat, est de plus en plus apparent. Le 3 août, le député AKP de Nevşehir et président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale turque, Mehmet Elkatmış, fait une déclaration fracassante : la politique israélienne au Liban relève du « terrorisme d'État » et ses responsables devraient être traînés devant les tribunaux, affirme-t-il avant d'ajouter qu'il semble « qu'Israël veuille infliger aux autres ce que les Juifs ont subi de la part d'Hitler<sup>16</sup> ». La quasi-totalité des députés,

15. L'ambassadeur des États-Unis à Ankara, Ross Wilson, réitérera dès le lendemain le refus de son pays de toute « intervention unilatérale de la Turquie dans le Nord irakien ».

16. « Elkatmış : İsrail, Hitler'in acısını mı çıkarıyor ? », *Radikal*, 4 août 2006. Mehmet Elkatmış est cependant coutumier de ce genre de sortie : en novembre 2004, il avait défrayé la chronique en accusant vertement la politique de Washington en Irak : « L'occupation s'est transformée en barbarie ; l'administration américaine est en train de commettre un génocide en Irak. [...] L'occupation n'a pas d'autres objectifs qu'impérialistes. »

de la majorité comme de l'opposition, entreront d'ailleurs dans la « fronde » contre la retenue gouvernementale, en démissionnant massivement du groupe d'amitié Turquie-Israël.

Bien isolé, le député de Manissa, Nuri Çilingir (CHP, opposition), est l'un des rares hommes politiques à prendre ouvertement la défense du point de vue israélien. C'est devant ses collègues de l'Assemblée qui évoquaient le devenir des relations entre les deux pays qu'il déclara « Israël se défend, il ne faut pas changer de politique parce que deux ou trois enfants sont morts », suscitant une désapprobation générale<sup>17</sup>. C'est dans ce cadre politique tendu que s'est posée la question de la participation de la Turquie à la FINUL.

### **Polémique sur la participation de la Turquie à la FINUL**

Avant même que la résolution 1701 ne soit adoptée par le Conseil de sécurité, la Turquie a été pressentie pour apporter sa contribution à ce qui deviendra la FINUL renforcée.

Dès son retour de la conférence internationale de Rome, le 26 juillet, le chef de la diplomatie turque évoque les conditions nécessaires à l'examen par son gouvernement d'une éventuelle participation de son pays à la force de paix : une résolution du Conseil de sécurité, l'arrêt du conflit et un éclaircissement des conditions d'intervention. Trois jours plus tard, le Premier ministre se fera plus précis : d'accord dans le principe pour une participation turque, affirme-t-il en substance, mais dans la mesure où les conditions déjà citées soient remplies et qu'Israël comme le Liban soient d'accord sur une telle participation.

Le 11 août, le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 1701, acceptée par le Liban le 12 et par Israël le 13. Le cessez-le-feu prend effet le 14 à 7 heures et, le même jour, le Premier ministre turc réunit son ministre de la Défense, Vecdi Gönül, le chef de l'état-major Hilmi Özkök et le chef de l'armée de terre Yaşar Büyükanit qui vient d'être nommé pour succéder au précédent à la tête de l'armée. Formellement, la décision d'Ankara n'est pas encore prise mais Beyrouth annonce que la participation turque est acquise, ce qui va ouvrir une violente polémique, l'opinion publique et l'opposition reprochant au gouvernement de cacher ses réelles intentions.

D'après *Hürriyet*, qui cite des sources militaires, la réunion a pour objet de définir les conditions d'un engagement turc (les troupes devraient participer à la

---

17. « İsrail'i haklı bulan CHP'li vekil : Fikrimin arkasındayım [Le député qui donne raison à Israël : je soutiens toujours mon idée] », *Zaman*, 3 août 2006 ; « CHP milletvekili "İsrail haklı" dedi [Le député du CHP dit "Israël a raison"] », *Sabah*, 3 août 2006.

reconstruction du Liban mais ne seraient pas engagées dans des combats) et le nombre d'hommes que l'armée peut fournir pour cette mission, autour de 800. Il s'agit aussi sans doute de tester les militaires, les exigences de l'équilibre institutionnel turc imposant d'obtenir l'aval du Conseil de sécurité nationale (Milli Güvenlik Kurumu – MGK)<sup>18</sup> avant d'envoyer des troupes au Liban. Ce sera fait le 21 août, quand le MGK affirmera son soutien à la résolution 1701 sans pour autant se prononcer sur la contribution turque, laissant l'initiative au gouvernement. Recep Tayyip Erdoğan doit aussi obtenir le feu vert de l'Assemblée nationale, sa crainte étant de voir se reproduire le scénario du 1<sup>er</sup> mars 2003, quand sa majorité, contre les consignes de vote du gouvernement, avait refusé d'autoriser les armées américaines à se déployer en Turquie avant l'attaque de l'Irak. Et de ce point de vue les choses ne sont pas simples.

L'opinion publique, d'après les sondages régulièrement publiés, est très majoritairement hostile à une telle participation<sup>19</sup>. Le président de la République Ahmet Necdet Sezer est lui aussi loin d'apparaître enchanté par cette perspective et l'ensemble de l'éventail politique y est clairement opposé, que ce soit le Parti islamiste de la félicité ou encore l'opposition républicaine, en passant par les formations de l'extrême gauche et l'extrême droite nationaliste. Le président de l'Assemblée nationale, Bülent Arınç, essaiera bien de développer l'idée selon laquelle la consultation de l'Assemblée n'est pas nécessaire dans la mesure où une résolution des Nations unies a été votée, mais sans succès. Isolée, l'équipe gouvernementale ne ménage pas sa peine pour convaincre l'opinion – et les députés de la majorité – du bien-fondé de sa politique, mettant tour à tour en avant les nécessités de la paix au Proche-Orient, le prestige et l'intérêt de la Turquie.

Plutôt favorable à l'idée d'une contribution turque à la FINUL, Erdal Şafak affirme dans *Sabah* qu'il y a quatre raisons pour une intervention turque au Liban : d'autres pays musulmans doivent y participer (le Maroc, la Malaisie et l'Indonésie) ; cette action s'inscrirait dans le cadre du « pont entre les civilisations », rôle dévolu à la Turquie ; contribuer à la paix au Liban est un devoir historique pour la Turquie, du fait du passé ottoman de ce territoire ; enfin, la plupart des partenaires européens de la Turquie vont également y participer. Mais, ajoute-t-il, cette perspective est lourde de danger pour l'AKP. Il est probable que des soldats turcs au sein de la FINUL entreraient à un moment ou à un autre en conflit avec le Hezbollah,

18. Présidé par le président de la République, le MGK est une institution qui regroupe responsables civils et militaires qui « communique au Conseil des ministres ses décisions ayant valeur de recommandations en matière [...] de sécurité nationale » (art. 118 de la Constitution).

19. 70 %, selon un sondage réalisé pour CNN-Türk la veille du vote au Parlement, 75 % pour celui de NTV.

ce qui serait difficile à faire accepter par la base électorale du parti islamiste modéré<sup>20</sup>.

Avant que le gouvernement n'ait formellement arrêté sa décision, Abdullah Gül défendait déjà l'idée d'une intervention : « Des pays comme l'Espagne, le Pakistan, l'Italie et la Malaisie ont déclaré qu'ils enverraient des troupes au Liban, expliquait ainsi Abdullah Gül, si nous restons en dehors de ce processus, en tant qu'héritiers d'un État qui a gouverné cette région pendant des siècles et qui est le pays le plus fort et le plus stable du Moyen-Orient, notre prestige en prendrait un sérieux coup. Notre présence là-bas serait une bonne décision pour tout le monde. » Le prestige ? C'est précisément, écrit Ali Sirmen du quotidien républicain de centre gauche *Cumhuriyet*, ce qui a conduit l'Empire ottoman à entrer dans la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne pour regagner celui perdu au cours des guerres balkaniques. De son côté, le chroniqueur de *Hürriyet* Ertuğrul Özkök s'interroge sur l'accueil qui sera réservé aux soldats turcs s'ils sont déployés au Liban. Face à Abdullah Gül qui avait fait le voyage de Beyrouth, le Premier ministre libanais, Fouad Sinoria, a souligné la nécessité d'une participation turque avant d'utiliser un argument qui laissa, précise le journaliste de *Hürriyet*, pantois ses interlocuteurs : « Même le ministre arménien de mon cabinet souhaite que les soldats turcs viennent<sup>21</sup> ! » Mais la formation politique Dachnak, la plus populaire parmi les 120 000 Arméniens du Liban, affirme au même moment son opposition à la participation turque, mettant en avant le « joug de l'Empire ottoman subi par les Libanais de toutes confessions » et le « génocide arménien que l'État turc continue de refuser d'admettre avoir commis ». Le parti Dachnak ajoute que l'entente turco-israélienne, qu'il considère comme une menace pour le processus de paix au Proche-Orient, disqualifie la Turquie, qui ne peut qu'être partielle entre Israël et le Hezbollah<sup>22</sup>.

Le quotidien islamiste radical *Milli Gazete*, qui n'a eu de cesse de dénoncer la « barbarie sioniste » au cours du mois de guerre, souligne aussi les contradictions de la majorité AKP entre une alliance avec Israël – qui aux yeux des radicaux vaut complicité – et la dénonciation du conflit par Ankara, ce qui revient selon lui à « se donner une bonne conscience ».

L'opposition au projet gouvernemental ne vient pas que des seuls milieux islamistes : la nébuleuse de la gauche libérale, plus partagée, s'exprime aussi sur son refus de la guerre : « N'engagez pas notre peuple dans un crime contre l'humanité,

20. Erdal Şafak, « Zor Karar [Une décision difficile] », *Sabah*, 15 août 2006.

21. Ertuğrul Özkök, « Lübnan : Ermeni bakanımız bile “gelin” diyor [Liban : même notre ministre arménien dit “Venez !”] », *Hürriyet*, 18 août 2006.

22. « Les Arméniens du Liban contre une participation turque à la FINUL », *Les Nouvelles d'Arménie*, 18 août 2006.

quel que soit le prétexte, déclare le 14 août un collectif d'intellectuels, la Turquie doit se tenir à l'écart des puissances agressives qui essaient de l'entraîner dans le bourbier créé au Proche-Orient. » Quant à l'extrême gauche, elle ne voit dans cette opération qu'une manifestation supplémentaire du « militarisme » au « profit des intérêts sionistes ».

L'extrême droite n'est pas en reste, mais pour d'autres raisons. Devlet Bahçeli, le président du Milliyetçi Hareket Partisi (Parti d'action nationaliste), souhaite depuis longtemps que l'armée turque intervienne en Irak du Nord contre les militants du PKK et rejette les priorités du gouvernement : « C'est une évidence, les troupes turques doivent stationner dans les monts Qandil (où sont retranchés les rebelles) et pas dans le sud du Liban », a-t-il souligné, se faisant par ailleurs l'écho d'une partie de l'armée.

Beaucoup plus dangereux pour le gouvernement, le principal parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), demande aussi que les troupes turques n'aillent pas au Liban, mais en utilisant une argumentation plus fine. En réponse à Recep Tayyip Erdoğan, qui affirme que « le gouvernement retirera les troupes turques du Liban si jamais il leur était demandé de désarmer le Hezbollah », Deniz Baykal, l'un des principaux dirigeants du CHP, ne s'en laisse pas conter : « L'ONU va là-bas pour [contrer le Hezbollah] et vous avez accepté la résolution. Vous ne pouvez pas dire cela [que vous retirerez vos soldats le cas échéant], les troupes seront sous commandement de l'ONU et feront ce qu'on leur commande de faire. » Le Premier ministre a beau marteler : « Nous ne devons pas aller là-bas pour faire la guerre, mais pour assurer la paix », l'opposition crie à la duplicité puisque rien n'indique dans le mandat de la FINUL que les troupes turques ne seront pas engagées.

Le gouvernement fait également valoir l'expérience de l'armée en matière de force d'interposition multinationale. Des soldats turcs ont été déployés en Bosnie, au Kosovo, en Somalie et le sont encore en Afghanistan, où la Turquie a même assuré le commandement des forces de l'OTAN à deux reprises, avec une maîtrise reconnue par ses partenaires. Ces expériences réussies ont d'ailleurs calmé, depuis la guerre de Corée, les réticences des cadres de l'armée à participer à des opérations internationales<sup>23</sup>. Il incombe à la Turquie de mettre cette capacité au service de la communauté internationale, argumente le ministre des Affaires étrangères,

23. Bien que sous-équipé, le contingent turc montrera un savoir-faire étonnant pour un pays en paix depuis plus de vingt ans. Si étonnant que le Commandement (américain) des forces de l'ONU l'utilisera sans trop de retenue : 5 200 soldats turcs sont tombés dans la péninsule asiatique, faisant de la Turquie le pays allié ayant subi le plus de pertes dans cette guerre en proportion des forces engagées. L'armée en gardera longtemps une rancune envers l'armée américaine et peu de goût pour des opérations sous commandement étranger.

« ce n'est pas seulement la France, l'Italie ou l'Espagne qui doivent endosser la responsabilité d'assurer la sécurité en Méditerranée ». Peut-être, lui répond Deniz Baykal, mais « le Liban n'est pas le Kosovo ou la Bosnie, c'est une extension du conflit israélo-palestinien » et la solution ne passera pas par la mise en place d'une force de paix au Liban. Pour le chef de l'opposition parlementaire, le véritable danger de cette opération pour la Turquie est la division : « L'Iran et Israël tirent les ficelles au Liban. C'est un scénario dangereux. 70 millions de Turcs devront choisir leur camp entre Israël et le Hezbollah. »

Le 5 septembre, le gouvernement obtiendra le résultat escompté par 340 voix contre 192 et une abstention, après six heures de débats houleux à l'Assemblée et juste après avoir reçu l'aide du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, venu s'exprimer devant le Parlement turc. Au total, 681 soldats turcs, dont deux tiers de marins, sont déployés en novembre dans le cadre de la FINUL. Une compagnie de génie spécialisée dans la reconstruction et le déminage est basée au sud de Tyr et cinq navires ont été prêtés à la FINUL navale.

## **Conclusion**

L'affaire libanaise a été, durant tout l'été 2006, à la croisée des problématiques fortes qui conditionnent la vie politique turque. Elle a posé crûment la question des limites internes à la politique gouvernementale, en particulier pour une équipe islamiste. Elle a également mis un coup de projecteur sur le bien-fondé des choix de politique étrangère, que ce soit le partenariat avec Israël ou l'alliance avec les États-Unis, en tout cas dans sa dimension régionale. Elle a également été un révélateur des enjeux auxquels la Turquie est aujourd'hui confrontée au Moyen-Orient, comme la perspective d'un Kurdistan irakien autonome dans un cadre fédéral, ou la possible déstabilisation de pays frontaliers comme la Syrie et l'Iran.

Le premier enseignement de la crise libanaise tient au paradoxe apparent entre la diplomatie d'équilibre menée par le gouvernement Erdoğan et son positionnement sur la scène politique intérieure. Ce paradoxe repose tout entier sur l'interprétation donnée à la nature de l'islamisme aux commandes du gouvernement. L'AKP lui-même ne se définit plus comme un parti islamiste mais comme un mouvement « conservateur-démocrate », la religion n'étant plus qu'une source d'inspiration parmi d'autres<sup>24</sup>. Ce n'est pas une évolution uniquement liée à

---

24. « Notre lien à la religion se fait sur une base individuelle. C'est un droit essentiel, mais il n'est qu'un droit parmi d'autres. Nous ne voulons pas imposer des règles religieuses. Et maintenant que nous sommes au gouvernement, notre sincérité peut être mise à l'épreuve », déclarait Abdullah Gül, cf. Wendy KRISTIANASEN, « Une démocratie chrétienne version islamiste ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2003.

quatre années de pratique du pouvoir : les hommes qui ont fondé l'AKP sur les décombres du Fazilet Partisi (Parti du bonheur)<sup>25</sup>, représentaient déjà une tendance « rénovatrice » au sein de la mouvance islamiste<sup>26</sup>. D'ailleurs, dès sa fondation, l'AKP ouvre ses portes à des députés venus des partis de droite (ANAP, DYP), confirmant ainsi une orientation proche de ce qu'a pu être la démocratie chrétienne en Europe. Cela va lui permettre d'élargir son électorat et d'obtenir une majorité absolue aux élections législatives de novembre 2002. C'est avec cette grille de lecture qu'il faut relire la retenue gouvernementale lors de la crise libanaise : la plus grande partie de l'électorat de l'AKP a été avant tout choquée par le mode opératoire choisi par Tsahal, ce qui ne vaut pas demande de soutien inconditionnel au Hezbollah. Bien entendu, cette lecture n'est pas celle que fait l'opposition républicaine, notamment le CHP, pour qui la lutte contre l'*İrtica* (la Réaction) est un cheval de bataille dans la perspective des élections de 2007, présidentielles en mars et législatives en novembre. L'AKP est ainsi soupçonné de ne pas avoir renoncé à ses idées passées et de nourrir un « agenda caché ». Ayant tiré les leçons de l'expérience (ratée) de Necmettin Erbakan, les nouveaux islamistes chercheraient à réaliser leur programme réactionnaire par étapes, jouant sur l'usure des institutions kémalistes et sur leur infiltration progressive, plutôt que de s'engager dans un stérile choc frontal. Ce soupçon permanent est au cœur de la vie politique turque, alimenté par les réguliers affrontements du gouvernement avec la présidence de la République ou encore avec le Conseil de l'enseignement supérieur. C'est aussi dans ce cadre que les chefs de l'armée procèdent à de fréquentes mises en garde contre la Réaction et organisent des « purges » très médiatisées.

La Constitution de 1982, elle-même rédigée à la suite du coup d'État de 1980, donne en effet aux militaires un véritable pouvoir de contrôle sur les choix des autorités civiles, notamment à travers son rôle au sein du Conseil national de sécurité (Milli Güvenlik Kurulu – MGK). Cette culture sécuritaire, érigée en valeur du régime et institutionnalisée par le droit, représente une limite réelle à toute autonomie politique du pouvoir civil, que ce soit sur des questions de politique intérieure ou de politique étrangère [Narlı, 2002, p. 107-127]. Cela est d'autant plus vrai pour un gouvernement soupçonné de vouloir remettre en cause les bases mêmes du régime.

De ce point de vue, la politique menée par le gouvernement AKP envers l'État hébreu est fortement conditionnée ; d'abord parce que cette relation repose essentiellement sur une entente militaire, ensuite parce qu'elle est lourde de

25. Le Fazilet a été fermé par la Cour constitutionnelle pour atteinte à la laïcité. Il succédait lui-même au Refah Partisi (Parti de la vertu) lui aussi fermé en 1998.

26. Qui ira jusqu'à s'opposer frontalement au Milli Görüş (Vision nationale) de Necmettin Erbakan lors du congrès de 2000.

représentations. Souhaité et mis en place par l'armée en 1996, le partenariat stratégique avec Israël a été imposé au Premier ministre Necmettin Erbakan, alors que ce dernier avait fait campagne sur le thème de la dénonciation du danger sioniste. Le général Çevik Bir, qui négocia les accords militaires de 1996, indique très clairement dans quel esprit ils ont été signés par N. Erbakan : « L'armée signifia clairement à Erbakan qu'elle ne resterait pas à ne rien faire en regardant la Turquie revenir à l'islam ou autorisant la mise en péril des relations militaires turco-israéliennes. [...] Erbakan fut tenu en échec. La Turquie et Israël conclurent sous la législature d'Erbakan leur plus important accord de coopération militaire [...] » [Bir et Sherman, 2002]. Avant même d'être au pouvoir, Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül ont été extrêmement attentifs à se démarquer de Necmettin Erbakan en acceptant l'héritage de ce partenariat. Les relations entre les deux pays sont certes plus tendues depuis 2002, Ankara reprochant à Israël la politique répressive menée depuis le début de la seconde Intifada, l'État hébreu n'appréciant guère le dialogue turc avec le Hamas. Mais à aucun moment le partenariat n'a été remis en cause. Il y a une seconde raison pour laquelle le gouvernement AKP a pérennisé ce lien spécial avec Israël. Plus qu'une contrainte imposée par l'armée, cette relation peut être considérée comme positive pour la politique menée par le gouvernement : sur le plan intérieur elle authentifie le virage démocrate-musulman pris par les islamistes ; sur le plan extérieur elle crédibilise l'idée d'une Turquie « pont entre les civilisations », rassure l'Europe et permet à la Turquie de bénéficier d'une bonne image aux États-Unis. Qui plus est, Israël est un allié de poids dans la lutte d'Ankara sur le dossier arménien, l'État hébreu ayant adopté, à l'instar des principales organisations juives américaines, une position hostile à la reconnaissance du génocide arménien. L'affaire du Liban ne change rien à cette donne, mais a considérablement renforcé la crédibilité de la Turquie comme acteur incontournable de la paix au Proche-Orient, ce qui est à mettre au crédit de la maturité politique dont a fait preuve le gouvernement au cours de la crise.

Il en va autrement des relations avec les États-Unis. Ankara a regretté que Washington n'intervienne pas auprès d'Israël pour mettre rapidement un terme à la guerre au Sud-Liban, suscitant une certaine tension entre les deux pays, mais là n'est pas le principal facteur de dégradation des relations entre les deux pays.

Le gouvernement comme les militaires ne cachent plus leur déception, voire leur incompréhension face à la politique américaine en Irak. Ankara est confronté à un problème en trois dimensions. En premier lieu, la Turquie se sent globalement menacée par l'instabilité qui règne depuis 2003 chez le voisin irakien, instabilité attribuée à la politique à la hussarde menée par l'administration américaine. La question du Kurdistan irakien est une autre source d'inquiétude pour Ankara. Persuadée que le Kurdistan prendra rapidement la voie de l'indépendance si l'Irak adopte une structure fédérale, la Turquie redoute particulièrement ce scénario qui

semble avoir les faveurs de Washington. Un Kurdistan irakien indépendant (*de jure* ou *de facto*) pourrait en effet rendre plus aiguë la rébellion kurde en Turquie. C'est aussi dans cette même idée qu'Ankara s'oppose à ce que Kirkuk et son pétrole soient attribués aux Kurdes irakiens, qui pourraient alors utiliser à mauvais escient l'argent du pétrole... Enfin, le Nord irakien pose essentiellement un problème de sécurité immédiat pour la Turquie, problème auquel les États-Unis et l'Irak n'apportent aucune réponse concrète. Les militants du PKK, ils seraient 5 000, ont fait du mont Qandil, à la frontière iranienne, un sanctuaire à partir duquel ils entretiennent la guérilla sur le sol turc, rébellion qui, depuis le printemps 2004, reprend de l'ampleur. Tout en restant un conflit de basse intensité en comparaison de ce qu'il fut (plus de 37 000 morts entre 1984 et 1999), la guérilla kurde en Turquie est très active : une vingtaine de militaires ont été tués au cours de l'été 2006 et plusieurs attentats meurtriers ont été revendiqués par une des branches du PKK.

Ankara n'a pas obtenu des États-Unis qu'ils fassent le nécessaire pour désarmer le PKK, comme cela a été fait pour l'organisation iranienne des Moudjahiddines du Peuple. À la place, a été installé un mécanisme tripartite avec les Américains et les Irakiens pour lutter contre l'organisation séparatiste, mécanisme qui se révèle totalement inefficace. Il peut difficilement en être autrement, affirme l'armée turque, dans la mesure où les signes d'un soutien des autorités kurdes régionales au PKK sont de plus en plus évidents, malgré les déclarations rassurantes des autorités irakiennes<sup>27</sup>. Pire encore, les Turcs sont de plus en plus persuadés que l'administration américaine joue un double jeu, trouvant un intérêt au maintien du PKK en Irak du Nord. En mai dernier, le PEJAK (Parti de la vie libre au Kurdistan), considéré comme la branche iranienne du PKK, a débuté des opérations en Iran, suscitant une riposte de l'artillerie iranienne sur les bases du PKK du mont Qandil. Plus qu'une tolérance américaine, le PKK semble être une carte jouée par les Américains. Le 20 novembre, la presse turque a abondamment commenté un article publié dans *The New Yorker Magazine* par Seymour Hersh<sup>28</sup>. Le journaliste américain, qui affirme tenir l'information d'une source gouvernementale proche du Pentagone, explique que Washington envisagerait d'apporter son soutien au PEJAK en guise de « moyen alternatif » pour faire pression sur l'Iran. L'ambassadeur des États-Unis en Turquie, Ross Wilson, a immédiatement démenti. Vraies ou fausses, les affirmations de Seymour Hersh font à l'évidence écho à la conviction

27. Comme le discours d'une heure de Murat Karayılan, un des chefs du PKK, diffusé fin octobre par une chaîne de télévision contrôlée par le PDK de Massoud Barzani.

28. Senior de la presse américaine (il a obtenu le prix Pulitzer en 1970 pour sa couverture de la guerre du Vietnam), Seymour Hersh est un spécialiste des questions militaires et de sécurité.

des militaires et des politiques turcs, toutes tendances confondues, que les Américains jouent un jeu trouble au Kurdistan irakien.

C'est d'ailleurs aussi du fait de la rébellion kurde que les relations entre Ankara et Téhéran connaissent une embellie depuis le printemps dernier, malgré la crise sur le nucléaire. Les deux pays ont trouvé un terrain d'entente dans leur lutte contre le PKK/PEJAK et renforcent leur collaboration. Hasard du calendrier ou pas, c'est au lendemain de la publication des révélations de Hersh que l'ambassadeur turc à Téhéran annonce la mise en place d'une commission bipartite pour lutter contre le PEJAK. Quant à la question du nucléaire iranien, Ankara s'attache à garder une position très prudente. Le développement d'un programme nucléaire civil par Téhéran est encouragé et la Turquie insiste sur la nécessité de trouver une issue diplomatique à la crise actuelle.

Hormis la question des bases du PKK sur le mont Qandil, pour laquelle la perspective d'une intervention unilatérale de l'armée turque, peu probable, ne peut cependant pas être écartée, l'action diplomatique du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan se caractérise par une approche plus kantienne, c'est-à-dire plus européenne. Cela a été perceptible lors de la guerre au Liban, ça l'est également dans la politique menée par Ankara envers le nucléaire iranien ou la Syrie, privilégiant la diplomatie au rapport de force. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre paradoxe de cette législature de l'AKP qui a repris à son compte l'idéal kémaliste d'eupéanisation, idéal dont la réalisation passe par des réformes et une représentation des relations internationales incompatibles avec l'approche sécuritaire du kémalisme [Kösebalaban, 2002].

### Bibliographie

- BIR C. et SHERMAN M., « Formula for stability : Turkey plus Israel », *Middle East Quartely*, automne 2002, p. 27.
- KÖSEBALABAN H., « Turkey's EU membership : a clash of Security Culture », *Middle East Policy*, 2002, 9, p. 131-142.
- KRISTIANASEN W., « Une démocratie chrétienne version islamiste ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2003.
- NARLI N., « Civil-militarian relations in Turkey », *Turkish Studies*, vol. 1, n° 1, printemps 2002, p. 107-127.